

*L'Adresse—M. Roche*

lucratives des armes à l'échelle internationale sabote-t-il les entretiens pour le désarmement, mais il constitue également une menace directe au développement car il incite les pays à faire des coups d'État, à dépenser de façon excessive et grotesque pour acheter des armes importées et à inverser leurs priorités. Que ce soit sur le plan nucléaire ou celui des armes conventionnelles, nous nous dirigeons vers la destruction.

Nous savons ce qu'il faut faire pour éviter une catastrophe. Les efforts déployés pour en arriver graduellement à un désarmement mondial doivent porter en premier lieu sur une réduction mutuelle et équilibrée des armements, et ce à trois niveaux: premièrement, au niveau des superpuissances où l'objectif est d'amoindrir sinon d'éliminer le danger d'un holocauste; deuxièmement, au niveau de tous ceux qui pourraient éventuellement devenir membre du club nucléaire, ce qui aurait pour objectif de limiter la prolifération horizontale; et, troisièmement, au niveau général de tous les États, grands et petits, afin de réduire les risques de guerre et de violence en limitant la quantité et la puissance des armes qui changent de mains sur les marchés internationaux.

La session spéciale sur le désarmement constitue une tentative visant à éveiller l'opinion mondiale à la question de l'armement. Kurt Waldheim prévoit que «ce sera la réunion la plus importante et la plus représentative jamais tenue sur la question du désarmement». Les importantes questions discutées comprendront entre autres une entente sur la suppression des essais, la limitation des armes stratégiques, la non-prolifération des armes nucléaires et la réduction du commerce d'armement.

De vastes travaux préparatoires sont actuellement en cours. Quelque 45 pays ont déjà fait connaître leurs opinions au sujet de l'ordre du jour. Les États-Unis déclarent que pour en arriver à un désarmement réel, on doit s'efforcer de résoudre les difficultés touchant la définition, l'équilibre, la vérification, les fins politiques opposées et l'insécurité. Le gouvernement du Canada désire qu'à cette session on fasse une déclaration politique fondamentale définitive ouvrant la voie à une autre session qui serait chargée de mettre en œuvre une nouvelle manière pour les nations de travailler de concert à la réglementation des armements et au désarmement.

● (1532)

Déjà, on se préoccupe de ne pas créer dans le public de faux espoirs qui engendreraient uniquement une désillusion et une déception plus grandes encore. On peut espérer, tout au plus, qu'à la session spéciale les participants se mettront d'accord pour adopter les principes généraux devant régir les mesures de désarmement pratiques qui seront négociées plus tard. Même ce modeste accord—compte tenu du présent chaos—constituerait une réussite majeure. C'est dans ce but que j'incite le gouvernement canadien à accorder une plus grande priorité à sa participation à la session sur le désarmement et aux préparatifs préalables. En effet, cela permettra de procéder à des études plus approfondies de vastes programmes de désarmement, tant au niveau des armes nucléaires que conventionnelles, des mesures réciproques de modération unilatérale, de réductions budgétaires systématiques, de l'effet que risque d'avoir sur la course aux armements et sur le désarmement le rapport explosif entre le désarmement et le nouvel ordre mondial.

[M. Roche.]

Je cite les paroles prononcées par un homme célèbre il y a quelques années. Il a dit:

Chaque fusil, chaque bateau de guerre, chaque fusée équivaut, finalement, à un vol perpétré aux dépens de ceux qui ont faim et qui ne sont pas nourris, de ceux qui ont froid et qui ne sont pas vêtus.

Ces mots sont du président Eisenhower, alors qu'il était encore à la Maison Blanche. Le fait de réunir le désarmement et les problèmes de développement en un thème commun n'est donc pas nouveau. Mais maintenant, nous comprenons mieux comment la course aux armements dépouille littéralement les pauvres du monde. Cinq autres présidents se sont succédés et Jimmy Carter, a prononcé en juin dernier à l'Université Notre Dame un discours sur la politique étrangère, au cours duquel il a déclaré:

Nous ne pouvons plus distinguer les questions traditionnelles de la paix et de la guerre des nouvelles questions planétaires, de la justice de l'équité et des droits de la personne.

S'il est un domaine où doivent s'imposer les nouvelles notions d'interdépendance propres à notre village planétaire c'est bien celui de la recherche de la justice. L'accélération du progrès tant scientifique que technologique va permettre de maximiser le bien-être physique intellectuel et social de chacun. Mais seule la réduction des dépenses militaires permettra de dégager les immenses ressources nécessaires au développement.

Philip Noel-Baker, prix Nobel de la paix, affirme que le torrent des capitaux qui sont dirigés vers les budgets militaires pourrait être réorienté vers les initiatives plus fructueuses du développement. Voici ce qu'il dit:

Depuis 1945, la course aux armements a conduit les États à consacrer d'immenses ressources au matériel militaire, ressources avec lesquelles ils auraient dû mettre fin à la pauvreté dans le monde comme l'exigeaient la morale, l'équité et la justice humaine ainsi que leur intérêt bien compris. C'est en ce sens que les arsenaux du monde sont à l'origine de la pauvreté mondiale.

Lorsque dans toutes les régions du globe et à tous les niveaux de développement, les États rivalisent dans la course aux armes majeures et mineures, il leur reste peu de temps et encore moins d'argent pour améliorer le niveau de vie de simple citoyens. Les armes fabriquées dans les pays riches tiennent en place des régimes ou l'enseignement est négligé, les prestations de santé insuffisantes ou inexistantes, la malnutrition et la répression endémiques, et out cela exerce sur l'humanité une violence qui paraîtrait plus destructrice que la guerre elle-même si seulement nous pouvions en mesurer l'ampleur réelle.

Selon Barbara Ward l'argent qu'il faudrait pour réaliser un programme complet de développement dans les pays pauvres pendant les dix prochaines années ne représente que la moitié des budgets annuels consacrés aux armements dans le monde. Ce serait évidemment un travail de titan que de transformer les sabres en socs de charrue, mais les États pourraient le faire en adoptant des politiques d'internationalisme éclairé. Voilà pourquoi le Canada a le devoir d'assumer un rôle de tête, et par des actes de prouver sa détermination à ses citoyens.

Il ne s'ensuit tout simplement pas qu'une diminution des dépenses consacrées aux armements entraînera automatiquement une hausse des dépenses de développement, bien qu'il soit clair qu'une telle réduction soit une condition préalable. Il faut que les gouvernements s'engagent publiquement à favoriser une nouvelle sorte de croissance mondiale pour libérer de nouvelles forces économiques dynamiques qui stimuleront la créativité, l'innovation et l'activité économique sur un large